



#25 novembre

journée
internationale
de lutte contre
les violences
faites aux
femmes



grevefeministe.fr

En 2024 c'est toujours « pas une de plus » !

À l'occasion de la journée internationale contre les violences faites aux femmes du 25 novembre, nous manifesterons en solidarité avec et pour les femmes du monde entier, celles qui sont victimes des violences machistes, celles qui luttent, celles qui, avec leurs enfants, sont les premières victimes des conflits armés, des famines, des gouvernements réactionnaires et des états théocratiques, avec toutes celles qui ne peuvent pas parler, celles qui subissent des violences sexuelles, des tortures et des mutilations. Une pensée particulière pour les Palestiniennes, Ukrainiennes, Congolaises, Canaques, Libanaises ou encore Afghanes.

La violence patriarcale s'exerce partout, à l'encontre des femmes que ce soit dans les foyers, les lieux d'études ou de travail. Les dominations intrinsèques au capitalisme s'expriment dans les violences économiques subies par les femmes au sein de leur foyer. Elles s'expriment également à travers le système prostitutionnel. Et dans certains secteurs professionnels, les femmes sont surreprésentées et de fait plus exposées aux violences sexistes et sexuelles comme ceux du soin, du social, du service. Également, et pour rappel, ce sont 105 féminicides qui ont été commis en 2024 en France, 213000 victimes de violences de couple, 94000 viols ou tentatives de viols par an dont 8000 au travail, même si les chiffres sont minorés car déclaratifs. Par ailleurs, ces violences sexistes ne sont pas isolées du racisme, des LGBTIphobies, exposant d'autant plus certaines femmes à ces violences. Ces dernières ont un impact tout aussi important sur les enfants.

La progression de l'extrême-droite en Europe est un grave danger pour les femmes. Partout où l'extrême droite et une partie des forces politiques poreuse à ses idées sont au pouvoir, elles sont les premières victimes de politiques réactionnaires. L'extrême droite ne s'intéresse aux violences faites aux femmes qu'en fonction de l'origine ou de la nationalité des agresseurs : nous refusons les récupérations ignobles du Rassemblement National sur ce sujet comme lors du meurtre et du viol de Philippine. Le

RN n'utilise la lutte contre les féminicides qu'au service de son racisme. En France, le danger de l'accession de l'extrême droite au pouvoir n'est pas écarté.

Et ce ne sont pas les gouvernements de Macron qui ont pris en compte nos revendications, au contraire. La « grande cause du quinquennat » s'est soldée par une politique favorable aux forces libérales et réactionnaires comme l'éviction du juge Edouard Durand de la CIIVISE, le soutien à Depardieu, la baisse des budgets dédiés à l'égalité entre les femmes et les hommes, une casse large des services publics, des menaces de couper les subventions d'associations féministes ou encore la loi Asile et Immigration qui met largement en danger les femmes migrantes.

Plus largement les violences et l'impunité des agresseurs persistent 7 ans après l'élection d'Emmanuel Macron, en plein #MeToo. La plupart du temps, encore, les victimes ne sont pas crues, les plaintes classées sans suite. Et dans le même temps, les viols perpétrés sur Gisèle Pelicot par des messieurs tout le monde, les « révélations » sur l'iconique Abbé Pierre, démontrent l'imprégnation profonde de la culture du viol. La quasi-totalité des agresseurs sont des hommes (97,3%) et pourtant, en 2024 nous en sommes là, à découvrir que les violences faites aux femmes sont partout perpétrées par des hommes « ordinaires » ou des personnalités préférées des Français-es.

C'est pour toutes ces raisons que nous serons comme chaque année rassemblé-es. Car sans politique publique à grands moyens, sans prévention et sans éducation, les femmes continueront d'être victimes de violences invisibilisées.

Dans l'immédiat, les organisations féministes et syndicales ne cessent d'avancer des propositions :

- une loi-cadre intégrale contre les violences, comme en Espagne.
- les 2,6 milliards d'euros nécessaires pour la mettre en œuvre

Cette Loi-cadre intégrale devra décliner de nouveaux droits dans le monde du travail et notamment la prise en compte d'urgence de la recommandation 206 de la convention 190 de l'Organisation Internationale du Travail qui prévoit entre-autres un congé d'urgence en faveur des victimes de violences au sein du couple pour effectuer des démarches. La mobilité géographique doit aussi être facilitée si les victimes la souhaitent. Pour autant, les agresseurs sur les lieux de travail doivent être sanctionnés : ce n'est pas aux victimes d'être contraintes de partir !

Il est donc plus que temps de s'organiser, de se mobiliser pour parvenir à arracher de nouveaux droits et ne pas en perdre. Il est temps que le gouvernement écoute enfin les organisations féministes et syndicales.

Nos organisations départementales CGT, FSU, Solidaires, Planning familial, CDDF et Noustoutes appellent à manifester le lundi 25 novembre à 17h30 à Blois à l'escalier Denis Papin.

Blois le 13 novembre 2024